

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-306

Déposée par MM. Barnier, Vitorino, O'Sullivan et Ponzano

Qualité : Membres et Suppléants

Article III- 306 [ex-article 272] (procédure budgétaire)

La loi européenne établit le budget annuel de l'Union conformément aux dispositions suivantes:

1. Chaque institution dresse, avant le 1^{er} juillet, un état prévisionnel de ses dépenses. La Commission groupe ces états dans un projet de budget. Elle y joint un avis qui peut comporter des prévisions divergentes.

Ce projet comprend une prévision des recettes et une prévision des dépenses.

La Commission peut modifier le projet de budget au cours de la procédure jusqu'à la convocation du comité de conciliation visé au paragraphe 5.

2. La Commission soumet le projet de budget au Parlement européen et au Conseil au plus tard le 1^{er} septembre de l'année qui précède celle de l'exécution du budget.

3. Le **Parlement européen** ~~Conseil~~ arrête sa position sur le projet de budget et le transmet au **Conseil** ~~Parlement européen~~ au plus tard le 1^{er} **25** octobre de l'année qui précède celle de l'exécution du budget. Il informe pleinement le **Conseil** ~~Parlement européen~~ des raisons qui l'ont conduit à arrêter sa position.

4. Si, **au plus tard le 20 novembre**, le **Conseil** ~~dans un délai de quarante jours après cette transmission, le Parlement européen~~

a) approuve la position du **Parlement européen** ~~Conseil~~ ou ne s'est pas prononcé, la loi de budget est réputée adoptée;

b) propose, ~~à la majorité des membres qui le composent~~, des amendements à la position du **Parlement européen** ~~Conseil~~, le texte ainsi amendé est transmis au **Parlement européen** ~~Conseil~~ et à la Commission. Le président du Parlement européen, en accord avec le président du Conseil, convoque sans délai le comité de conciliation.

~~Le comité de conciliation ne se réunit pas si dans un délai de dix jours, le Conseil communique au Parlement européen qu'il approuve tous ses amendements.~~

5. Le comité de conciliation, qui réunit les membres du Conseil ou leurs représentants et autant de représentants du Parlement européen, a pour mission d'aboutir à un accord sur un projet commun à la majorité qualifiée des membres du Conseil ou de leurs représentants et à la majorité des représentants du Parlement

européen **au plus tard le 5 décembre** ~~dans un délai de vingt et un jours à partir de sa convocation~~, sur la base des positions du Parlement européen et du Conseil.

6. La Commission participe aux travaux du comité de conciliation et prend toutes les initiatives nécessaires en vue de promouvoir un rapprochement des positions du Parlement européen et du Conseil.

7. Si ~~dans le délai de vingt et un jours après sa convocation~~ le comité de conciliation approuve un projet commun, le Parlement européen et le Conseil disposent chacun d'un délai **d'une semaine** ~~de quatorze jours~~ à compter de cette approbation pour adopter le projet commun, à la majorité des suffrages exprimés lorsqu'il s'agit du Parlement européen et à la majorité qualifiée lorsqu'il s'agit du Conseil.

8. Si, **au 5 décembre**, ~~dans le délai de vingt et un jours~~, le comité de conciliation n'approuve pas de projet commun ou si **le Parlement européen** ou le Conseil rejette le projet commun, le Parlement européen peut, **juqu'au 20 décembre** ~~dans un délai de quatorze jours~~, statuant à la majorité **trois-cinquièmes** des membres qui le composent ~~et des trois-cinquièmes des suffrages exprimés~~, confirmer ses amendements. Si l'amendement du Parlement n'est pas confirmé, la position du Conseil pour le poste budgétaire qui fait l'objet de cet amendement est réputée adoptée.

~~Si le Parlement rejette le projet commun à la majorité des membres qui le composent et des trois-cinquièmes des suffrages exprimés, il peut demander qu'un nouveau projet de budget soit soumis.~~

9. Lorsque la procédure prévue au présent article est achevée, le président du Parlement européen constate que la loi de budget est définitivement arrêtée.

Explication :

Les modifications proposées répondent aux objectifs suivants :

- Simplification de la procédure avec une seule lecture du Parlement et une seule lecture du Conseil, suivie de la conciliation, puis éventuellement d'une deuxième lecture au Parlement européen si le comité de conciliation n'approuve pas de projet commun.

- Inciter les deux branches de l'autorité budgétaire à trouver un accord dans le comité de conciliation. Il faut donc qu'une véritable négociation y ait lieu, ce que l'on ne peut obtenir que si, en cas d'échec, il n'est ni trop difficile, ni trop facile pour le Parlement européen (qui a le dernier mot) de modifier le projet de budget tel qu'il a été amendé par le Conseil. La majorité au Parlement doit donc être plus élevée dans ce cas que pour adopter le projet commun.